

Développement Des producteurs de treize pays africains se sont réunis en université à Ségou, au Mali

Des Africains s'inspirent d'HEC pour vendre leur coton

SÉGOU (Mali)

ENVOYÉE SPÉCIALE

Évolution de l'environnement concurrentiel, « chaîne de valeurs », « segmentation de produits »... Ces termes ne sortent pas de la bouche d'as du marketing, mais de producteurs de coton africains. Venant de treize pays de l'ouest et du centre du continent, tous responsables ou techniciens de syndicats cotonniers, ils se sont réunis du lundi 12 au vendredi 16 janvier, à Ségou, au Mali. Avec une idée en tête, « faisons nos affaires nous-mêmes », du nom de la session de l'Université du coton, dont ils suivent le deuxième module, après une semaine passée en 2008 au Burkina Faso.

La formation est dispensée par deux professeurs d'HEC, spécialistes de stratégie et de leadership, et payée par la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM). L'initiative en revient à l'Association des producteurs de coton africains (Aproca), qui regroupe les unions nationales africaines de producteurs de coton. C'est aussi elle qui a décidé du contenu.

Ces producteurs africains, on les avait découverts lors des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun (Mexique) en 2003 et à Hong-Kong en 2005 où, sous la houlette du Burkinabé François Traoré, figure emblématique de l'agriculture africaine, ils avaient sensibilisé l'opinion publique à l'injustice du commerce mondial. Aujourd'hui, les subventions américaines au coton perdurent, et leur combat n'a toujours pas été récompensé. Il n'a pas été vain pour autant.

C'est en effet à Cancun que M. Traoré a pris conscience qu'il fallait s'armer. Il se souvient du choc ressenti. Dans sa délégation, ils étaient quatorze. En face, il y avait 600 négociateurs américains de haut niveau. « C'est paradoxal. L'Afrique regorge de matières premières et est absente du commerce mondial. Nous allons continuer à nous battre en nous formant pour nous faire une place dans la mondialisation », affirme-t-il aujourd'hui, alors que la crise du coton africain s'est aggravée et que le ralentissement économique mondial inquiète.

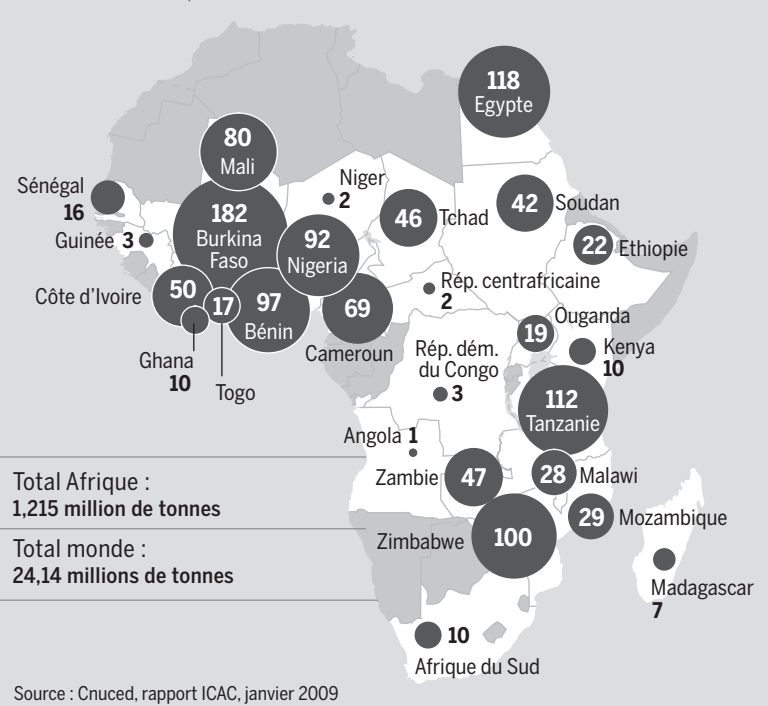
Devant un auditoire dissipé, en plein exercice de présentation des enseignements de la semaine, le Ghanéen Mohammed Nashiru Adam lance : « Nous avons appris que, quand on a un genou à terre, on doit continuer de se battre ! » Applaudissement général. La bonne humeur est de mise, comme le port du boubou, même si quelques-uns ont opté pour le costume.

Les cours sont basés sur des études de cas : le lancement difficile du cheddar néozélandais, la montée en puissance du français Malteurop, nouveau numéro un mondial des malteurs. Daniel Genton, professeur de stratégie, présente la « matrice des valeurs » des montres. Il y a les Seiko, « une valeur sûre pour avoir l'heure », les Cartier, « signes d'une appartenance sociale », ou

L'Afrique représente 5 % de la production mondiale de coton

PRODUCTION ANNUELLE DU COTON EN AFRIQUE

en milliers de tonnes, estimations 2008-2009



Total Afrique :
1,215 million de tonnes

Total monde :
24,14 millions de tonnes

Source : Cnuced, rapport ICAC, janvier 2009

PRINCIPAUX PRODUCTEURS DE COTON

classement mondial, en milliers de tonnes, estimations 2008-2009

Chine	8 025
Inde	5 200
États-Unis	2 964
Pakistan	1 905
Brésil	1 269
Ouzbékistan	1 090
Turquie	500
Turkménistan	290
Australie	272
Grèce	225
Syrie	220
Burkina Faso	182

encore les marques de distributeur, « montres de dépannage ». Toutes ne se vendent pas au même prix. « Attention, les acheteurs essaient toujours de focaliser la discussion sur le prix, et il y a toujours un concurrent qui propose moins cher. Cela s'appelle la spirale de la destruction de valeur », prévient le formateur.

Pas facile cependant de comprendre comment appliquer l'exemple au coton. Le lendemain, sur suggestion d'une participante, l'exercice sera réexpliqué avec les différentes qualités de basins, tissu damassé prisé en Afrique. « Il faut savoir vendre avant de produire, et distinguer les besoins du marché », essaye de convaincre M. Gen-

ton. L'Afrique, marginale au niveau de la production mondiale de coton (5 %), se place toujours parmi les principaux exportateurs. Il y existe clairement des opportunités de produire de la haute qualité, donc de bien valoriser la marchandise, car le coton y est cultivé avec peu d'engrais et récolté à la main.

Au Mali, privatisation sur fond de crise de l'« or blanc »

SÉGOU (Mali)

ENVOYÉE SPÉCIALE

Pour les Maliens, le coton n'est plus synonyme d'« or blanc ». Longtemps premiers producteurs africains, ils sont désormais dépassés par les Burkinabés. En 2008, cette filière, fragilisée depuis 2000 par la faiblesse des cours, s'est enfoncée dans la crise. Oubliées les 600 000 tonnes de coton-graine des années fastes -, le pays en aura cette fois produit moins de 200 000.

Les conditions climatiques, généreuses, n'y sont pour rien. Les producteurs, faute parfois d'être payés par la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT) - de statut public et de plus en plus endettée - ont préféré produire de quoi se nourrir, ou jugé que la culture de céréales, en pleine flambée des cours, leur rapporterait davantage.

Certains s'inquiètent de ce désintérêt pour le coton qui, avec 3 millions d'emplois, directs ou non, fait vivre plus du

quart de la population. Son déclin pourrait accroître les migrations et encourager la culture du cannabis.

Dans ce contexte, faut-il privatiser la CMDT, qui avait succédé en 1974 à la Compagnie française du développement du textile ? La Banque mondiale, arguant de la mauvaise gestion des sociétés publiques en général, l'avait réclamé à l'origine. Déjà réalisée dans les sociétés cotonnières des pays voisins sans forcément grand succès, la privatisation est en passe de se concrétiser au Mali.

« Cessation de paiement »

Connue pour son rôle dans le développement du pays puisqu'elle se chargeait aussi de construire des routes, de gérer des centres de santé ou d'alphabétiser la population, la CMDT a perdu de sa superbe et de ses attributions. Elle s'est recentrée sur son métier de base, l'égrènage et la commercialisation du coton. Depuis, la production d'huile de coton, privatisée, a

quasiment disparu. Chez les producteurs, les avis sont partagés. La privatisation permettra-t-elle d'améliorer les prix du coton ? Que fera un propriétaire privé si les cours chutent, alors que jusque-là l'Etat pouvait lui venir en aide ? Dans le processus, les producteurs prendraient 20 % du capital, l'Etat en conservant 17 %. « La CMDT est pratiquement en cessation de paiement. A ce stade, on se demande s'il ne vaut mieux pas que des investisseurs occidentaux viennent », juge Soloba Mady Keita, de l'Union des sociétés coopératives de producteurs de coton.

Les professions dépendant du coton s'inquiètent. « L'Etat doit investir pour accompagner la CMDT. Il ne doit pas privatiser juste pour s'en débarrasser », estime Ibrahim Diallo, patron d'une société de transport. Etant donné la situation de la société, beaucoup se demandent s'il y aura des candidats. L'appel d'offres devrait être lancé en février. ■

L. CL.

« Si vous ne vous intéressez pas, d'autres capteront la valeur à votre place et vous ne serez que des producteurs à façon », insiste le professeur. Chaque participant y trouve son intérêt. « Si notre société cotonnière, la CMDT, est privatisée, les producteurs auront un rôle à jouer. Il nous faut un minimum de bagages pour réussir à en tirer profit, explique le Malien Soloba Mady Keita. Nous étions des syndicalistes, il va falloir qu'on devienne des gestionnaires. »

Passer le relais

« Cette formation nous aide à réaliser que, dans la compétition mondiale, nous fournissons du coton de qualité », remarque le Gambien Omar Sompou Ceesay. Comme les lusophones, cet anglophone a droit à la traduction simultanée des cours, dispensés en français. Le soir, en bambara, parlé par beaucoup, la communication entre producteurs des divers pays est facilitée. L'idée est désormais d'offrir cette formation à deux autres groupes de 40 personnes, puis de passer le relais à des professeurs africains. Elle est aussi de préparer la relève de François Traoré, âgé de 56 ans.

Dans le milieu français du développement, cette initiative de formation des élites ne fait pas l'unanimité. Parce que les cours de HEC coûtent cher, et que la formation à la gestion des producteurs de base et l'alphabétisation semblent à certains plus adaptées. « C'est en formant des leaders qu'on va impulser une nouvelle dynamique », répond Bernard Bachelier, le directeur de FARM, soutenue par des fonds publics et privés. Pour lui, son projet ne doit pas être concurrent des soutiens classiques, mais complémentaire. ■

LAETITIA CLAVREUL

La tentation du transgénique

L'Afrique cotonnière va-t-elle basculer dans la culture OGM ? Le Burkina Faso, où il est désormais possible de cultiver du coton transgénique, fait des envieux. A l'université du coton, du 12 au 16 janvier à Ségou (Mali), certains participants mettaient en avant les intérêts des OGM, sans occulter les débats qu'ils engendrent dans leur pays, sur la dépendance économique et l'impact sur l'environnement. « Dans les champs, cela réduit la pénibilité du travail et les dangers pour notre santé liés à l'utilisation des insecticides », dit le Malien Soloba Mady Keita. L'Assemblée nationale du Mali a voté l'autorisation de la culture des OGM à l'automne 2008, mais les décrets d'application n'ont pas été publiés. Pour le Gambien Omar Sompou Ceesay, avant de se lancer, il faut régler la question de l'écoulement de la production : « On voudrait faire nous aussi du coton OGM, mais il faut que les importateurs soient preneurs. » En 2007, le coton transgénique représentait 43 % de la production mondiale.

CLIMAT

La raréfaction du brouillard contribue au réchauffement

Depuis les années 1980 en Europe, le brouillard a diminué de moitié, du fait d'une baisse de l'utilisation du charbon. Ce phénomène pourrait avoir contribué au réchauffement rapide du Vieux Continent, où la température a augmenté de 0,5 °C par décennie, selon une étude publiée dimanche 18 janvier dans *Nature Geos-*

ciences. Robert Vautard du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et ses collègues ont compilé les données de 342 stations de mesure aéroportuaires. La diminution du brouillard accentue le réchauffement de l'atmosphère par le rayonnement solaire, un processus qui expliquerait 10 % à 20 % des hausses de température en Europe de l'Ouest et jusqu'à 50 % à l'est, où l'utilisation massive du charbon a été réduite.

ÉDUCATION UN RAPPORT DE L'UNESCO SUR L'ILLETTRISME

Les pays arabes comptent encore 60 millions d'analphabètes

LES PAYS ARABES ont du mal à enrayer l'illettrisme. « L'illettrisme touche près de 40 % des personnes âgées de plus de 15 ans » dans ces pays, soit près de 60 millions d'adultes, selon un rapport de l'Unesco rédigé à Tunis, le 7 janvier, à l'issue d'une rencon-

tre régionale préparant la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes, prévue à Belem, au Brésil, au mois de mai.

Alors que l'ONU s'est fixé pour objectifs, d'ici à 2015, la scolarisation obligatoire de tous les enfants, la réduction de moitié du taux d'illettrisme et l'égalité des sexes dans l'éducation, les deux tiers des illettrés sont des femmes et près de 6 millions d'enfants d'âge scolaire - dont environ 60 % de filles - ne sont pas scolarisés, d'après les données fournies par les pays arabes eux-mêmes.

Défaillance de formation

« Les choses s'améliorent : il y avait 2 millions d'enfants non-scolarisés de plus en 1999. Mais un tiers des enfants quittent encore prématurément l'école à cause de la pauvreté, de la distance par rapport au lieu de résidence, de l'insécurité ou des traditions. Ces enfants alimentent le stock d'adultes analphabètes », regrette Abdellatif Kissami, responsable de l'éducation au bureau de l'Unesco à Rabat (Maroc) et rédacteur de ce rapport.

De « grands efforts » ont été déployés par les Etats arabes, mais « avec des niveaux variés de réalisation », note M. Kissami.

Selon l'Unesco, si l'Algérie et la Tunisie montrent des résultats encourageants dans leur lutte contre l'illettrisme, le Maroc, la Mauritanie, l'Égypte, le Soudan, le Yémen et l'Irak restent loin des objectifs. Ces six Etats font partie de l'« Initiative pour l'alphabétisation », lancée par l'Unesco en 2005 pour aider 34 pays dont le taux d'illettrisme dépassait 50 %, ou comptant plus de 10 millions d'analphabètes.

Le déficit de savoir et de ressources humaines, la faible participation des femmes et le manque de liberté sont les principaux défis qui se posent à la région, note le rapport. Les défaillances de formation et les faibles niveaux de rémunération, la pauvreté et le manque d'infrastructures seraient à l'origine de « la médiocrité des programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes dans la région ».

L'Unesco pointe la nécessité de « promouvoir la participation du secteur privé en complément du sec-

teur public » et d'« augmenter et diversifier les sources de financement des programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes ».

Le message a-t-il été entendu ? Alors que l'Unesco appelle les gouvernements à prendre une batterie de mesures qui font encore défaut, les représentants des Etats arabes se sont retournés, à l'issue de la conférence, vers les organisations régionales et internationales pour plaider « la mise en œuvre d'un plan d'action d'urgence ». ■

GRÉGOIRE ALLIX

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

Relief & Works Agency For Palestine Refugees in the Near East

UNRWA vous invite à présenter vos demandes de pré-qualification en tant qu'entrepreneurs potentiels pour la construction de l'infrastructure du camp de Nahr el Bared au nord du Liban.

Les entreprises intéressées sont priées de retirer les documents de pré-qualification à l'adresse ci-dessous, pour un montant de 1000\$ non remboursable.

La date limite pour la présentation des demandes de pré-qualification à l'adresse ci-dessous est le 6 Février 2009 à midi heure locale (GMT + 2).

Mohammad Abdel Aal, Département de la gestion des projets (PMU), Bureaux de l'UNRWA au Liban, Bir Hassan, face à la cité sportive, Beyrouth 1107 2060 Liban
Tel: +961-1-840490 (A l'attention de PMU/NLA) Email: m.abdelal@unrwa.org



Executive MBA Développement Durable

Mars 2009 à février 2010

Contact : 03 90 41 42 63
pia.imbs@em-strasbourg.eu

www.em-strasbourg.eu